

Dossier spécial : « L'appel des décideurs mosellans »

La Semaine
Septembre 2020

Jean Castex a dévoilé, jeudi 3 septembre, un plan de relance de l'économie chiffré à 100 milliards d'euros sur les deux ans. « C'est le montant nécessaire pour retrouver dès 2022 notre niveau de richesse d'avant la crise », croit le Premier ministre qui dégage « une priorité absolue » : l'emploi. Sans attendre, les chefs d'entreprise du territoire réclament des actes de toute urgence.

L'appel des décideurs mosellans (3/8) | UIMM : « Une occasion unique »

Par Pierre Théobald sur 11 septembre 2020

Rubriques



Hervé Bauduin, président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, veut croire que les mesures gouvernementales couplées à des approches territoriales vont insuffler une dynamique favorable.

Se relever d'ici 2022, vous y croyez ?

« C'est compliqué à dire. Cela dépend des domaines d'activité. Dans l'automobile, par exemple, il semble que cela reparte plus vite que prévu. Mais s'agit-il d'un effet de rattrapage ? Difficile de répondre... Quoi qu'il en soit, il faut une ambition. Si le discours vise à dire que ça va durer encore des années et des années, ça ne va pas inciter à sortir de la frilosité. Un délai de deux ans et demi, cela me semble jouable. »

Comment s'assurer que les mesures annoncées soient suivies d'effet ?

« Pour moi, ça va se jouer à plusieurs niveaux. Le premier, gouvernemental, avec un exécutif qui se doit d'accompagner et de suivre les mesures. Le second, d'un point de vue territorial, car les choses – et la crise a eu le mérite de mettre l'accent là-dessus – se gèrent au plan local. Chacun doit tenir son rôle dans le soutien à l'apprentissage, l'écologie rentable et la recherche de performance des entreprises à travers ces outils mis à disposition. À la fin, il faut que l'on n'ait aucun regret. C'est une occasion unique. »

Parce que le regard sur l'industrie a changé ?

« Oui. Ce pays a compris qu'il avait besoin d'une industrie forte. En début de carrière, j'enrageais en entendant des responsables – et pas seulement politiques – souhaitant faire de la France un pays de services, sans usines. C'était une énorme bêtise. Moi, si je suis devenu ingénieur, c'est pour pouvoir faire. »

Quels écueils identifiez-vous sur la route du redressement ?

« D'abord, de ne pas piloter tout ça avec les industriels, les branches professionnelles, les gens concernés. Mais sur ce point, j'ai le sentiment qu'il y a des avancées, ça bouge un peu. Notamment parce qu'on est montés sur la table. Les industriels ont retrouvé de la fierté, la crise a montré que le pays comptait beaucoup sur eux. Bref, il ne va pas falloir construire l'avenir de l'industrie sans les industriels. Le deuxième écueil à éviter, c'est l'absence de confiance. Comme partout ailleurs, il y a 2 ou 3 % de chefs d'entreprise ou d'industriels qui ne sont pas vertueux. Cela ne doit pas nuire aux 97 % qui le sont. »

On se trompe ou, finalement, vous affichez une forme d'optimisme ?

« Quand on se trouve devant des difficultés, qu'on les repère et qu'on en tire les leçons, c'est positif. Un moment difficile ou un échec, ce n'est pas la mort. Les yeux ont été ouverts, maintenant il faut confirmer. »

L'appel des décideurs mosellans (7/8) | Automobile : « Pour que l'économie redémarre, cela passe par les entreprises »

ABONNÉS | Par Gaël Formendin sur 13 septembre 2020

Economie, Metz et alentours



Spécialiste de la fabrication de rondelles de fixations, le groupe Gris, basé à Lesménils, compte parmi les nombreux sous-traitants d'une industrie automobile en pleine mutation, particulièrement touchée par la crise sanitaire. Après un premier plan de relance spécifique au secteur dévoilé en juin, Céline Gris, directrice générale, salue le nouvel effort du gouvernement et se dit « confiante » malgré les incertitudes qui demeurent.

La fiche

Leader européen de la fabrication de rondelles techniques de fixations, de composants mécaniques et de pièces découpées pour l'automobile, le machinisme agricole, le ferroviaire ou l'aviation, le groupe Gris emploie 150 salariés en France, à Lesménils, et 80 dans sa filiale allemande. « L'industrie automobile représente 75% de notre activité », précise Céline Gris, directrice générale du groupe familial éponyme qui compte la plupart des principaux constructeurs parmi ses clients. Mécaniquement, quand les ventes de véhicules baissent, Gris voit rouge.

La situation

« A fin août, notre activité était en retrait d'environ 30% », révèle Céline Gris. Un chiffre identique à celui du marché automobile français plombé par la crise sanitaire. Les indicateurs ne sont pas tous au rouge. « Nous constatons des prémices de reprise en septembre et en octobre, même si notre carnet de commandes reste assez faible pour la fin de l'année », poursuit la cheffe d'entreprise. « Nous pressentons aussi du positif dans les échanges entre directions commerciales et achats. Et les délais d'approvisionnement en matières premières s'allongent. Le marché se tend, mais nous l'acceptons volontiers. »

La crise sanitaire a aussi considérablement accéléré la mutation du marché entamée fin 2019. Les constructeurs se tournent à marche forcée vers l'hybridation et l'électrique, un virage pas simple à négocier pour les sous-traitants « I ». « Notre problématique, c'est la volumétrie, analyse Céline Gris, nous devons être très flexibles. C'est devenu une habitude, le fonctionnement courant. »

La réponse

Nouveau bonus, prime à la conversion élargie, déploiement de bornes de recharge, relocalisations... Le 26 mai, le gouvernement a mis sur la table 8 milliards d'euros pour soutenir l'industrie automobile. « Nous avons répondu à des appels à projet dans ce cadre-là », rappelle Céline Gris qui salue la « clarté » des mesures annoncées pendant le confinement et n'en attend pas moins de ce nouveau plan de relance, dont « il serait difficile de ne pas considérer qu'il n'est pas ambitieux. » La dirigeante pense en premier lieu à la baisse de 20 milliards d'euros des impôts de production ou encore à la diminution de moitié de la CVAE et de la CFE.

« La partie charges et impôts était deux fois et demi plus importante en France que chez nos voisins allemands, souligne Céline Gris, le gouvernement a pris en compte que pour que l'économie redémarre, cela passe par les entreprises. » L'État se donne deux ans. « Nous allons voir comment cela se traduit dans les faits, mais je reste assez confiante. D'habitude, il y a toujours une inertie assez longue, or nous en avons besoin maintenant. Si cette promesse est tenue, alors tant mieux. Évidemment, il faudra regarder la suite, après. »